



**CTB**

Province Orientale



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,  
SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

## RAPPORT DES RESULTATS 2014



### INTERVENTION EDUT



<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES).....</b>	<b>5</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE .....	5
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE .....	6
1.3.1 <i>Pertinence</i> .....	6
1.3.2 <i>Efficacité</i> .....	6
1.3.3 <i>Efficiéce</i> .....	6
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i> .....	6
1.4 CONCLUSIONS .....	7
<b>2 MONITORING DES RESULTATS.....</b>	<b>8</b>
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE .....	8
2.1.1 <i>Contexte général</i> .....	8
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i> .....	8
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i> .....	8
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i> .....	8
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	9
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	9
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	9
2.2.3 <i>Impact potentiel</i> .....	10
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	11
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	11
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	11
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	12
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	13
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	13
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	13
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	13
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	15
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i> .....	15
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i> .....	15
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	15
2.6 THEMES TRANSVERSAUX .....	17
2.6.1 <i>Genre</i> .....	17
2.6.2 <i>Environnement</i> .....	17
2.6.3 <i>Autre</i> .....	17
2.7 GESTION DES RISQUES .....	18
<b>3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....</b>	<b>19</b>
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES .....	19
3.2 RECOMMANDATIONS .....	19
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	19
<b>4 ANNEXES.....</b>	<b>21</b>
4.1 CRITERES DE QUALITE.....	21
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI .....	25
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	27
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS .....	27

4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	27
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION .....	27

## Acronymes

AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
AETP 1 et 2	Projet d'appui à l'enseignement technique et professionnel phase 1 et phase 2
AFD	Agence française de développement
AFE	Association des Femmes Entrepreneurs
AGR	Activité Génératrice de revenu
ANAPECO	L'Association Nationale des Parents d'Elèves et d'Etudiants de la RD Congo
ANEP	Association nationale des entreprises du portefeuille
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
APEP	Appui à l'enseignement Primaire
ATI, ATN	Assistant Technique International, National
CTB	Agence belge de développement
CdR	Centre de Ressources
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CIETFP	Commission interministérielle de l'Education Technique et la Formation Professionnelle
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen terme
CP – CDP	Comité Provincial de Coordination du Processus de Développement en Province Orientale
CPS	Centre de Promotion Sociale
CFPP	Centres de formation et de perfectionnement professionnels
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
CSC	Cahier Spécial des Charges
DGD	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
DSCRIP	Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
DTF	Dossier technique et financier

DIPROMAD	Direction des Programmes Scolaires et Matériel Didactique
EdR	Espace de Ressources
ETD	Entités territoriales décentralisées
EFTP	Enseignement et formation technique et professionnelle
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
GAR	Gestion axée sur les résultats
GPE	Global Partnership for Education
GTE	Groupe Technique Education
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
GFE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
IGE	Inspection Générale
ILO	International Labour Organisation
INPP	Institut national de préparation professionnel
IPP	Inspecteur Principal Provincial
ISPT	Institut Supérieur Professionnel et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Techniques Appliquées
ITEM, ISTEM	Institut (Supérieur) Technique Médical
MAS	Ministère des Affaires Sociales
MEPSP	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
MESU	Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire
METPS	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
(M)PME	(Micro-) Petites et Moyennes Entreprises
Mini-Santé MSP	Ministère de la santé publique
NA	Non - applicable

NC	Non - connu
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIE	Plan Intérimaire pour l'Education
PME	Partenariat Mondial pour l'Education
PNG	Politique Nationale du Genre
PRODADET	Projet de développement agricole et de désenclavement au Tshopo
Proved	Directeur de la province éducationnelle
PTF	Partenaire Technique et Financier
RDC	République démocratique du Congo
SECOPE(P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (provincial)
SMCL	Structure mixte de concertation locale, le comité de pilotage d'un projet
TENAFEP	Test National de Fin d'Etudes Primaires
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion
UFE	Unité Formation - Emploi
UCOP	Unité de Coordination Provinciale
UNTC	Union Nationale de Travailleurs du Congo
VVOB	Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand

# 1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

## 1.1 Fiche d'intervention

Pays	RDC
NOM PROJET	EDUT
CODE PROJET	RDC 12 179 11
ZONE D'INTERVENTION	Kisangani et District de la TSHOPO (Province Orientale)
BUDGET	10.000.000 euro
INSTANCE PARTENAIRE	Ministère provincial en charge de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, Province Orientale, République Démocratique du Congo
DATE CONVENTION SPECIFIQUE	4 avril 2014
FIN DU PROJET	4 octobre 2018
EXPIRATION CS	4 avril 2020
DURÉE (MOIS)	72 mois (projet 54 mois)
GROUPES CIBLES	Les enseignant/es et formateurs/trices de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans la zone d'intervention et les directions des établissements scolaires et centres appuyés; Les institutions de formation ciblées et leurs conseils de gestion; employeurs potentiels de la zone retenue; Les communautés locales (parents, associations, comités d'élèves) ; Les ministères provinciaux ayant trait à l'ETFP et à l'insertion professionnelle; Les divisions provinciales des Ministères concernés : EPSP avec PROVED, IP, SECOPEP, MAS, MJS, METPS, en outre des Ministères du Genre, de l'Agriculture, du Développement Rural et du Plan
OG	À Kisangani et dans le district de la Tshopo, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes gens et jeunes filles de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation
OS	Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani - Yangambi - Isangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation technique de qualité pertinente, incluant les cours pratiques, les stages et l'accompagnement à l'insertion professionnelle

RESULTATS	<i>1. Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale) , meso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant.</i>
	<i>2. Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les CdR/EdR et les établissements ETFP affiliés.</i>

## 1.2 Exécution budgétaire

EDUKOR - RDC1217211	Budget euro	Dépenses euro			Solde au terme du rapport euro	Taux débours- ement fin 2014
		Période précédente	Période couverte rapport	Total fin 2014		
<b>Total</b>	<b>10.000.000</b>	<b>0</b>	<b>268.927,54</b>	<b>9.731.072,46</b>	<b>3%</b>	
1. Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale), meso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant.	1.705.900	0	32.112,29	1.673.787,71	2%	
2. Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les CdR/EdR et les établissements ETFP affiliés.	6.170.600	0	3192,31	6.167.407,69	0%	
X : Réserve budgétaire	456.310	0	0	456.310	0%	
: Moyens généraux :	1.667.190	0	233.622,94	1.433.567,06	14%	

## 1.3 Autoévaluation de la performance -

### 1.3.1 Pertinence

Le projet EDUT est tout à fait pertinent. Il répond aux points suivants du Plan intégré de l'éducation : 2.2 revalorisation de la fonction enseignante via des formations et recyclages, 2.4 optimisation et actualisation des programmes d'études en introduisant notamment des modules courts adaptés au marché du travail, et en mettant au centre les apprentissages des élèves, 2.5 renforcement de l'enseignement technique et professionnel, par un travail concerté tant sur la qualité de la formation que sur l'adéquation formation-emploi, et l'investissement dans des structures d'application et d'insertion ; 3.1 l'accompagnement et mise en œuvre de la décentralisation pour une gestion efficace, 3.2 le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, 3.3 le pilotage, la coordination et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des actions du projet contribuant au PIE par des actions conjointes sur la capacité d'enregistrement des statistiques, le pilotage du système de formation au niveau provincial et la coordination entre les différents ministères ainsi que la concertation entre réseau officiel et réseaux conventionnés. Le projet est également en ligne avec le plan de développement de la Province et avec le Programme Indicatif de Coopération signé entre le Royaume de Belgique et la RDC.

	<b>Performance</b>
<b>Pertinence</b>	A

### 1.3.2 Efficacité

La CTB a mis en place l'équipe de coordination provinciale et a recruté les experts projet. Les véhicules ont été commandés et livrés. Un appel d'offre est conclu pour compléter l'installation de la ministre provinciale dans une structure adéquate. Une réhabilitation légère des locaux du PROVED permettra sous peu à la direction du projet de s'y installer. Le responsable de projet a été formé à Bruxelles et a passé un briefing à Kinshasa, et l'essentiel des contacts et présentations au partenaire sont établies. Certaines visites de terrain ont été réalisées mais les observations et échanges avec les bénéficiaires doivent se poursuivre pour affiner la stratégie EDUT. L'équipe de projet locale reste à recruter.

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	B

### 1.3.3 Efficience

Certaines dépenses liées au démarrage et à la mise en place de la coordination ont été supportées uniquement par EDUT au premier semestre du projet et devront être réallouées en partie aux autres volets et réparties de manière équilibrée durant le premier trimestre de l'année 2015.

Le temps de mise en place du projet a pu paraître assez lent, au regard de la date de signature de la CMO mais permettra un démarrage conjoint de l'ensemble des

projets de la Tshopo et donc un surcroit de synergies entre les différents volets du programme. Le retard pris reste raisonnable et sans incidence pour la suite.

	<b>Performance</b>
<b>Efficienc</b>	B

### 1.3.4 Durabilité potentielle

Les liens avec le secteur privé et le potentiel d'activités génératrices de revenu au niveau des centres de formation et d'application, permet d'espérer une durabilité satisfaisante du projet.

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	A

## 1.4 Conclusions

### Résultats 2014

- Le taux d'exécution budgétaire est inférieur aux prévisions et est principalement lié à des dépenses de coordination.
- Les premières activités du projet EDUT ont été menées par la coordination provinciale, mise en place par l'ATI Infrastructures routières qui a joué le rôle de coordinateur provincial ad interim Du 9 Mai au 22 Octobre 2014. La première tâche du coordinateur ad intérim était la mise en place effective de l'équipe de coordination provinciale et le suivi de certains dossiers pendant des anciens projets. Certaines activités ont également été menées pour le compte de l'UCAG éducation, en vue d'améliorer les infrastructures de pilotages de l'EPSP, tant au niveau du ministère provincial que du PROVED. Ces activités relevant d'un autre projet ne sont pas détaillées dans le cadre de ce rapport.
- L'arrivée du coordinateur provincial en Province Orientale le 22 Octobre 2014 a vu se succéder différentes missions ayant pour objectif de renforcer l'organisation administrative, logistique et financière de la Province. Une première ébauche de manuel de procédures a été proposée et discutée avec le MAF/UCAG.
- Concernant le projet EDUT proprement dit, 3 missions ont été organisées sur les axes Yangambi/Isangi, et Banalia suivant les calendriers et objectifs suivants, dans le cadre de la préparation des activités du résultat 2 :

DATES	MISSIONNAIRE	DESTINATION	OBJET
Judi 11/09/2014 au Vendredi 12/09/2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>KAMANGO John, DPE1/EPSP-PO Ingénieur DPO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Yangambi, Isangi Tshopo/Province Orientale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Récouter la documentation sur l'ITA Yangambi, et sur le plan de masse du domaine et des champs d'expérimentation.</li> <li>-Récouter la documentation sur l'ITA de Bosembo à Isangi, et établir le plan de masse du domaine et des champs d'expérimentation.</li> </ul>

Vendredi 03/10/2014 au Samedi 04/10/2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>OKEY Vladimir Serge, Expert routier</li> <li>Responsable infrastructure Tshopo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Banalia Tshopo/Province Orientale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confirmer les ITA identifiés comme ITA-CA : ITA-Yangambi, ITA-Bosombo, lors des missions précédentes et examiner l'opportunité de l'ITA-Arwimi à Banalia.</li> <li>- Rechercher avec le concours des sous-provins, des ETD, coordonnateurs- Préfets des ITA, et de l'Administration foncière-cadastre, les domaines de l'Etat devant abriter les infrastructures des ITA-CA.</li> </ul>
Du 04 au 07/11/2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bernard LITOMBO, DPE1/EPSP-PO Provider</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Yangambi, Isangi, Banalia</li> <li>Tshopo/Province Orientale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confirmer les ITA identifiés comme ITA-CA : ITA-Yangambi, ITA-Bosombo et examiner l'opportunité de l'ITA-Arwimi à Banalia.</li> <li>- Rechercher les domaines de l'Etat devant abriter les infrastructures des ITA-CA.</li> </ul>

Les activités menées ont permis de prendre un premier contact avec les institutions concernées mais devront être étayées par une collecte de données plus approfondies en vue de déboucher sur un choix argumenté des ITA-CA qui seront équipés par le projet comme espaces de ressources et centres d'application.

- Le démarrage effectif du projet EDUT a été concrétisé par la nomination de la Direction du Projet le 17.11.2014. Des résultats concrets ne peuvent pas encore être présentés à ce stade.

Les activités réalisées se résument de la manière suivante :

Chronologiquement

- 17 novembre 2014 : **Prise de fonction de l'ATI Co-responsable du projet EDUT**
- 17 au 28 novembre 2014 : **Débriefing à Bruxelles** de l'ATI EDUT afin de comprendre
  - la culture (Historique, stratégie) de la Coopération technique belge
  - son fonctionnement (dans le contexte politique et l'organisation des ressources)
  - les méthodes de travail et les outils (Processus), les procédures, Guidelines et Templates

et de faire la connaissance des collègues du siège, de pouvoir prendre contact avec les responsables des projets et le suivi de l'implémentation des actions et stratégies.

- 1 au 10 décembre 2015 : **débriefing à la représentation CTB Kinshasa**
  - La direction du projet EDUT a rencontré

-Le Représentant Résident qui a proposé une introduction sur les programmes Éducation en RDC, le contexte de la coopération belge en RDC et les synergies avec les autres programmes

- SE le Ministre de l'EPSP, et l'attaché culturel de l'ambassade de Belgique.

-Le responsable des Ressources humaines a briefé sur la politique RH de la CTB Congo, le processus de recrutement et la répartition des tâches du personnel de la représentation.

-Le responsable Éducation de la représentation : présentation des projets EDUT et EDUKOR

-Les membres de l'UCAG : le rôle de l'UCAG et historique des actions menées en vue de la préparation des projets EDUT et EDUKOR – échanges sur la phase de démarrage

-Les responsables des marchés publics : formation sur les procédures, stratégies et deadlines face aux normes desancements des marchés publics

- La RAF UCAG EPSP : présentation des procédures financières au sein du projet EDUT
- Le Logisticien UCAG EPSP pour les questions logistiques.
- Les directions EDUT et EDUKOR : échanges sur lesancements des projets

- Du 11 au 17.12.2015 : La direction du Projet a **rencontré les autorités de la Province** en la personne du Vice-gouverneur, de La Ministre de l'Éducation, La Ministre des Affaires sociales et du genre, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Travaux Publics et aménagement du territoire. Rendez-vous est fixé avec la Ministre de l'EPSP pour les activités de démarrage du projet en Janvier et la nomination du coresponsable national.
- Les 18 et 19/12 la direction du projet prend **contact avec l'équipe** de l'UCAG (chargé de suivi et planification, coresponsable national, expert éducation) en vue de préparer le MONOP 2015 et les activités de démarrage du projet.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Le co-responsable national n'est pas encore assigné à ce stade.	<b>Pascal MARTIN</b> 

## 2.1.4 Contexte HARMO

La direction de l'intervention privilégie une approche concertée, interministérielle, et une démarche participative au niveau de la base, à savoir les centres de formation professionnels bénéficiaires, les parents, le milieu économique local et les représentations des entreprises.

Les différences instances de décision des centres de formation et les acteurs économiques et sociaux pourvoyeurs d'emploi seront sollicités pour faire les études baseline et dégager une stratégie d'action commune, en accord avec les instances de pilotage provincial et les services techniques du PROVED et de l'inspection.

## 2.2 Performance de l'outcome

Rien à signaler à ce stade

### 2.2.1 Progrès des indicateurs

Le lancement de l'étude baseline est prévu pour 2015.

<b>Outcome :</b> <i>Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani Yangambi Isangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation technique de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.</i>					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Augmentation du taux de satisfaction des compétences et de capacités techniques des stagiaires (H/F) auprès les maîtres de stages					
• Augmentation du taux de réussite des apprenants (H/F) des tests au CdR/EdR.					
• augmentation du degré de satisfaction de la qualité de la formation après les apprenants					
• Augmentation de la proportion de filles parmi les finalistes certifiés par le CdR/EdR					
• Les investissements provinciaux (public et privé) dans					

l'ETFP ont augmentés.					
• Augmentation rétention et inscriptions parmi les établissements affiliés					

### 2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Rien à signaler à ce stade

### 2.2.3 Impact potentiel

Rien à signaler à ce stade

## 2.3 Performance des output 1 et 2

Rien à signaler à ce stade

### 2.3.1 Progrès des indicateurs

<b>Résultat 1:</b> <b>Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP au niveau macro (politique provinciale), meso (administration) et micro (établissements) sont améliorés, basés sur un système de suivi et d'évaluation performant</b>					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Au terme de la 2 <sup>ème</sup> année, 1 Plan provincial ETFP, insertion professionnelle et genre est disponible, mis en œuvre, suivi et mis à jour					
Amélioration dans la mise en œuvre de leurs mandats des services déconcentrés					
A la fin du projet, tout établissement affilié dispose d'un conseil de gestion, d'un comité des parents et d'un comité d'élèves, aussi bien d'un UFE opérationnel					
Les établissements affiliés démontrent une amélioration dans la gestion					
À partir de la 2 <sup>ème</sup> année, 1 concertation annuelle des interventions est organisée afin de décider des actions à mettre en œuvre pour les points essentiels de la stratégie.					
<b>Résultat 2</b> <b>Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les CdR/EdR et les établissements ETFP affiliés.</b>					
Le CdR/EdR est opérationnel et fonctionne selon les mandats et procédures					
Au terme du projet (et au-delà), tous les établissements affiliés au CdR/EdR, depuis au moins 2 ans, sont opérationnels pour dispenser des cours pratiques adaptés aux métiers enseignés.					
augmentation du nombre d'apprenants des établissements ETFP affiliés qui bénéficient de cours pratiques adaptés (et productifs) au métier dans les CdR/EdR ou dans leurs établissements, et bénéficient d'un stage.					

À partir de la 3 <sup>ème</sup> année, tous les sortants des établissements ETFP, affiliés depuis au moins 1 an, sont suivis dans leur insertion professionnelle socio-économique.					
--	--	--	--	--	--

### 2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>11</sup>	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Prise de fonction de la direction du projet (ATI et ATN)		x		
2. Installation de la direction du projet dans les locaux de la CTB (ATI et ATN) et préparation des locaux du PROVED		x		
3				
4				
5				

### 2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Rien à signaler.

### Thèmes transversaux

Rien à signaler

### 2.3.4 Genre

### 2.3.5 Environnement

### 2.3.6 Autre

## 2.4 Gestion des risques

11 A : Les activités sont en avance  
 B : Les activités sont dans les délais  
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Identification des risques			Analyse du risque			Suivi du risque			
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Actions	Resp.	Avancement	Statut
Diminution de la croissance économique		Au niveau de l'OG	modérée	élevé					
Manque d'opportunités d'emploi et de génération d'activité prof.		Au niveau de l'OG	élevée	élevée					
Climat des affaires peu stimulant		Au niveau de l'OG	élevée	élevée					
Manque de partenariat avec le secteur privé		Au niveau de l'OS	modérée	élevé					
Manque de places de stage		Au niveau de l'OS	élevé	élevé					
Situation sécuritaire préoccupante, transport aérien non sécurisé		Au niveau de l'OS	élevée	modéré					
Engagements du partenaire congolais non respectés		Au niveau de l'OS	modérée	élevée					
Faible prise en compte du genre de façon transversale		Au niveau de l'OS	modérée	modérée					

### 3 Pilotage et apprentissage

Rien à signaler

#### 3.1 Réorientations stratégiques

#### 3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite

#### 3.3 Enseignements tirés

Rien à signaler à ce stade

Enseignements tirés	Public cible	

## 4 Annexes

Aucun à ce stade

### 4.1 Critères de qualité

Rien à signaler à ce stade

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>				
A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>				
A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>				
A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			

<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>	
<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>	
<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

### 3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>

#### 3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

#### 3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

**4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D

**4.1 Durabilité financière/économique ?**

<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

**4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?**

<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<b>B</b>	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<b>C</b>	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<b>D</b>	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

**4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?**

<b>A</b>	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<b>B</b>	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<b>C</b>	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

**4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?**

<b>A</b>	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<b>B</b>	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<b>C</b>	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<b>D</b>	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.



### 4.3 Cadre logique mis à jour

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Valeurs de base	Valeurs cibles	Sources de vérification	Hypothèses
OG	<p>Objectif global :</p> <p>À Kisangani et dans le district de la Tshopo, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes gens et jeunes filles de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.</p>					
OS	<p>Objectif spécifique :</p> <p>Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Kisangani - Yangambi - Isangi, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation technique de qualité pertinente, incluant les cours pratiques, les stages et l'accompagnement à l'insertion professionnelle</p>	<p>Augmentation du taux de satisfaction des compétences et de capacités techniques des stagiaires (H/F) auprès des maîtres de stages</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation du taux de réussite des apprenants (H/F) des tests au CdR/EdR.</li> <li>Augmentation du degré de satisfaction de la qualité de la formation après les apprenants</li> </ul>	<p>A déterminer</p> <p>NC pour CdR</p> <p>Moyenne de 50% EXETAT (40%F, 60% H)</p> <p>67%</p> <p>Proportion fille en</p>	<p>estimation : la troisième année de 65% à 85 % la dernière année</p> <p>estimation 800 finalistes du 6ième par année: la troisième année de 50% à 70 % la dernière année)</p> <p>non déterminé</p> <p>estimation de 25% la troisième année à 30%</p> <p>Non déterminé</p>	<p>Les dossiers des lauréats dans les établissements ETFP affiliés.</p> <p>Une base de données « sortants » dans chaque établissement affilié (à la Direction et à l' »UFE »)</p> <p>Rapport annuel des statistiques réalisé par le CdR/Ministère/Divisions provinciales et sous provinciales.</p> <p>Études sur l'employabilité</p> <p>Enquête qualitative auprès des sortants</p>	<p>La volonté politique du gouvernement provincial est suivie par des actions concrètes : convocation des acteurs, déclaration de l'employabilité comme un objectif politique qui est important»</p> <p>Participation active des acteurs économiques, le personnel exécutif et technique de la FEC et des autres organisations entrepreneuriales et des responsables RH des entreprises est sensible à la question de l'employabilité</p> <p>Les équipes dirigeantes des établissements ETFP sont disposées à changer de cap : produire des sortants (« lauréats ») « employables » et autonomes, elles comprennent à terme a) que la formation pratique est cruciale pour apprendre et aimer! un métier b) que leur rôle doit aller au-delà de la formation pour un accompagnement personnalisé des sortants. Les acteurs sociaux (associations des parents, organisations des femmes etc.) sont conscients de leurs rôles dans la formation et l'accompagnement des jeunes avant-durant-après la formation. Les apprenants formulent leurs intérêts et acceptent une responsabilité (« droits et devoirs »)</p> <p>La concertation « tripartite » est perçue comme utile pour chaque partie, c'est-à-dire, la clé de la mise en œuvre d'actions concrètes depuis la définition de l'offre de formation jusqu'à l'accompagnement des sortants.</p>

R 2	<p>Résultat 2 Les apprenants sont formés et les sortants sont accompagnés (avec l'appui du secteur socio-économique) pour leur insertion professionnelle à travers les CdR/EdR et les établissements ETFP affiliés.</p>	<p>parents et d'un comité d'élèves, aussi bien d'un UFE opérationnel. Les établissements affiliés démontrent une amélioration dans la gestion A partir de la 2<sup>ème</sup> année, 1 concertation annuelle des interventions est organisée afin de décider des actions à mettre en œuvre pour les points essentiels de la stratégie. Le CdR/EdR est opérationnel et fonctionne selon les mandats et procédures</p>	<p>À déterminer</p> <p>Non connu</p>	<p>Non déterminé</p> <p>4 réunions au moins sur la durée de l'intervention</p>	<p>Audits</p> <p>Rapport de la concertation avec les grandes lignes directrices, ou les décisions, discussion sur les actions à mettre en œuvre</p>	<p>Qualité suffisante d'enseignants-formateurs pour devenir maîtres-formateurs et former des autres (expérience programme de formation de formateurs INPP appuyé par la coopération japonaise), couverture au moins minimale des groupes de filières clé (agro+transformation, construction, maintenance, bureautique-admin., innovation) Disponibilité de personnes (groupes de personnes) qui assurent l'accompagnement des sortants, profil « travailleur social », qui peuvent être formés et qui intègrent cela dans leur plan de carrière Disponibilité de personnes (groupes de personnes) qui assurent l'accompagnement des sortants, profil conseiller/conseillère en micro-entrepreneuriat et travail autonome, qui peuvent être formés et qui intègrent cela dans leur plan de carrière Disponibilité de femmes (groupes de femmes) qui assurent l'accompagnement des sortantes, profil travailleur social et conseiller/conseillère en micro-entrepreneuriat et travail autonome, qui peuvent être formées et qui intègrent cela dans leur plan de carrière Au moins un groupe restreint d'établissements ETFP est prêt à s'atteler à un mode de gestion différent : une gestion moderne et transparente qui se laisse évaluer selon ses résultats Les administrations de tutelle (Ministère provincial de l'EPSP et autres concernés, divisions provinciales concernées, coordinations éducatives des congrégations religieuses etc. pour les écoles conventionnées) comprennent l'intérêt du changement et pas seulement un choix</p>
<p>Audits</p> <p>Rapport de la concertation avec les grandes lignes directrices, ou les décisions, discussion sur les actions à mettre en œuvre</p>	<p>Audits qualité et financier des CdR/EdR Rapports des différents services des CdR/EdR</p> <p>Rapports de visites réalisés par le CdR / Ministère / Divisions provinciales et sous provinciales.</p>	<p>NA</p> <p>NA</p>	<p>NA</p> <p>NA</p>	<p>NA</p> <p>NA</p>	<p>Rapport annuel des statistiques réalisé par le</p>	<p>Rapport</p> <p>annuel des statistiques réalisé par le</p>

#### 4.4 Aperçu des MoRe Results

Rien à signaler à ce stade

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	

#### 4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Voir annexes

#### 4.6 Ressources en termes de communication

Rien à signaler à ce stade